



Accord aérien avec l'Allemagne : l'économie le soutient

L'Allemagne ne souhaite pas ratifier immédiatement l'accord aérien conclu avec la Suisse. Notre voisin d'outre-Rhin souhaite d'abord régler des questions encore en suspens. *economiesuisse* soutient toujours l'accord négocié : la ratification est dans l'intérêt des deux économies, comme le montre une action commune lancée par vingt organisations économiques.

L'Allemagne souhaite rouvrir le dossier sur les nuisances sonores, alors que l'accord permettrait d'enfin mettre un terme à un différend qui dure depuis des décennies. Les discussions sur les questions d'interprétation remettent en question l'accord dans son ensemble. 2013 est une année électorale en Allemagne, de sorte que si l'accord n'est pas en vigueur d'ici aux élections, il pourrait faire les frais de la discontinuité parlementaire – et donc se retrouver en mauvaise posture.

C'est également l'avis de l'association « Wirtschaft am Hochrhein », qui regroupe vingt organisations économiques du sud de la région allemande du Bade et du nord de la Suisse. Cette association, qui représente plus de 100 000 entreprises, plaide pour une résolution rapide de toutes les questions en suspens. De nouvelles négociations ne sont pas nécessaires pour cela. La partie allemande a fait fi de l'appel lancé par l'association afin que ce dossier délicat ne soit pas menacé tout près du but.

L'accord permet une répartition équitable des charges

L'association estime que l'accord signé permet déjà une répartition équitable des charges entre l'Allemagne et la Suisse. Il contient en effet une série de mesures propres à instaurer la confiance, comme la gestion commune de l'espace aérien et la création d'une commission aérienne mixte. Cette dernière est également

chargée de traiter toutes les questions liées à l'interprétation et à l'application de l'accord et de les régler de manière consensuelle. L'association considère que renoncer à un accord alors que cela n'est pas nécessaire, c'est rendre un mauvais service aux régions frontalières de part et d'autre du Rhin.

l'économie suisse soutient toujours l'accord négocié qui constitue une solution équilibrée. Les questions d'interprétation devraient être traitées par la commission aérienne mixte et non menacer la ratification de l'accord. L'action commune des organisations économiques du sud de la région de Bade et du nord de la Suisse montre l'importance de l'accord pour l'économie et les communes du Haut-Rhin. Un échec pèserait non seulement sur les relations bilatérales entre les deux pays, mais serait également un coup dur pour l'essor économique de toute la région. Le gouvernement allemand semble avoir négligé cet aspect lors de sa décision.

Communiqué de presse de l'association « Wirtschaft am Hochrhein » (en allemand) : [ici](#)